

Interactions UTC

1. [Interactions, le Magazine des Technologies Emergentes](#)
2. [Thématiques](#)
3. [Regards sur le monde](#)
4. Regard sur le développement durable

Regard sur le développement durable

Jusqu'en 2013, Laurence Monnoyer-Smith était professeure à l'UTC, où elle dirigeait le laboratoire Costech (Connaissance, organisation et systèmes techniques). Depuis mai 2015, elle est à la tête du Commissariat général au développement durable et assume la fonction de déléguée interministérielle au développement durable, deux fonctions au cœur de la transition vers une économie et des modes de vie soutenables.

07 déc. 2016



Quel est le rôle du Commissariat général au développement durable ?

C'est une direction générale transversale du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, qui a vu le jour en 2008, à la suite du Grenelle de l'environnement, afin de promouvoir le développement durable dans les politiques publiques de ce ministère, mais aussi de l'ensemble du gouvernement. C'est pourquoi le commissaire général est également délégué interministériel au développement durable.

Quel est le poids de la recherche et de l'innovation dans sa mission ?

Il est essentiel. Le Commissariat général compte une importante Direction de la recherche et de l'innovation, qui a notamment pour objet d'impulser et d'animer des projets de recherche sur des thématiques intéressant directement notre champ d'activité : la biodiversité, le changement climatique, les pratiques participatives dans le domaine de l'environnement, la conception de nouveaux composants pour séquestrer le CO₂ dans les routes... Cette direction suit également les pôles de compétitivité où nous sommes impliqués ou encore la recherche fondamentale sur les ruptures technologiques dans le domaine du transport et de la mer (le bateau du futur, l'avion du futur...), afin de s'assurer de leur compatibilité avec la stratégie nationale de développement durable.

Mais la recherche et l'innovation sont loin d'être son apanage : elles concernent tous les services du Commissariat général. Leur mission consiste pour beaucoup, et de plus en plus, à produire des idées et des instruments nouveaux pour insuffler des politiques publiques innovantes en faveur de l'environnement. Nous sommes d'ailleurs en train de nous réorganiser pour être plus en prise avec la révolution numérique et les mutations économiques liés au changement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles.

Que peuvent être ces instruments nouveaux ?

Notre Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable travaille par exemple beaucoup sur les outils de finance verte. Il élabore avec la direction du budget les futures obligations souveraines vertes dont le gouvernement vient d'annoncer le lancement pour financer des projets liés à la transition énergétique. De plus en plus, il deviendra un service d'économie axé sur la transition énergétique, avec une focalisation importante sur l'appui aux entreprises pour prendre en compte le changement climatique et

leur fragilité face à ce risque.

Notre Service de l'observation et des statistiques est, lui, en pleine mutation. Comme son nom l'indique, il avait jusqu'à présent pour mission d'observer ce qui se passe et de produire des statistiques (sur le logement, la qualité de l'air, le transport, l'énergie, etc.), principalement à des fins de reporting, notamment auprès des instances européennes et internationales. Aujourd'hui, il entre dans l'ère du big data. Il s'agit de passer de la donnée pour l'observation à la donnée pour l'action. D'utiliser et croiser les données du ministère pour être plus efficaces dans nos politiques publiques : par exemple, pour mieux prévenir les risques naturels grâce à des modélisations plus efficaces. Mais aussi, et surtout, d'ouvrir ces data aux entreprises, aux start-up et aux citoyens pour développer de nouveaux services permettant de mieux maîtriser les problématiques environnementales. C'est un des grands chantiers de la démarche Green Tech verte lancée par Ségolène Royal en février 2016.

Quels sont les enjeux de la Green Tech verte ?

L'objectif est de stimuler la création de start-up concourant à la transition énergétique et écologique, grâce au numérique et, tout particulièrement, à l'ouverture des données du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer et de son réseau scientifique et technique (Météo France, l'IGN, l'Ademe...).

Au printemps, nous avons organisé deux premiers hackathons pour identifier les services au public qui peuvent être améliorés par l'ouverture de nos data, l'un sur les données concernant l'énergie, l'autre sur les données de la biodiversité. Deux autres vont suivre sur la prévention des risques naturels et sur l'urbanisme. Et nous créons des incubateurs pour accompagner les start-up dont les projets participent à la transition écologique : efficacité énergétique, préservation de la biodiversité, économie circulaire... Le premier a été inauguré le 8 septembre 2016, à l'École nationale des ponts et chaussées de Champs-sur-Marne.

Le Commissariat général au développement durable est le porteur de ces grands chantiers. Ségolène Royal a lancé un programme de supervision des données du ministère dont j'ai la charge et dont l'objectif est de poursuivre l'ouverture des données du ministère. Par ailleurs, nous gérons la démarche Green Tech verte et les incubateurs.

Vous venez des sciences humaines et sociales : quelle place occupent ces disciplines dans les recherches soutenues par le Commissariat général ?

Pour l'instant, elle est relativement mineure. Mais il est évident que les développements scientifiques et technologiques ne suffiront pas à accomplir la transition énergétique, ni à découpler croissance et consommation de ressources naturelles. Il va falloir une transformation fondamentale de nos modes de vie, sur laquelle nous devons engager une réflexion approfondie. Comment changer les comportements, comment stimuler les circuits courts et l'économie circulaire, comment faire évoluer le rôle de l'État pour accompagner ces mutations sociétales, etc. ? Désormais, mon objectif est donc d'intégrer une composante en sciences humaines et sociales dans tous les projets que nous soutenons.